

*Débat électoral : la ruralité*

## Quelles solutions pour attirer les médecins en province ?

**ÉLECTIONS  
RÉGIONALES  
2019**

**Autre thématique, autre inquiétude pour les citoyens : la pénurie des médecins généralistes en zones rurales.**

### ● Julien BIL

**S'**il est un sujet qui intéresse les citoyens au premier chef, c'est bien celui de l'accessibilité aux soins de santé. Et la province de Luxembourg est actuellement confrontée à une pénurie de médecins généralistes, mais aussi de spécialistes.

### **PS : « Les numéros INAMI en fonction des zones en penurie »**

Ce triste constat est partagé par Philippe Courard (PS) : « Il y a une trentaine de communes dans notre province où il existe un déficit flagrant. Et, quand on regarde l'âge des médecins généralistes, ce déficit va malheureusement empirer. Et, par ailleurs, tout le monde sait que lorsqu'il s'agit d'avoir un rendez-vous chez un spécialiste, il faut parfois attendre des mois. Et, pendant ce temps-là, le

*gouvernement fédéral nous impose un examen d'entrée, nous impose des quotas, menace de ne pas donner la possibilité à des jeunes de faire la médecine, ce qui parfois implique la nécessité d'ailleurs d'avoir des médecins qui viennent de l'étranger pour compenser nos manques. Ça va pas quoi ! »*

Philippe Courard plaide que les numéros INAMI soient attribués en fonction des zones géographiques pour inciter les médecins à aller en ruralité.

### **« Le MR a pris ses responsabilités »**

Pour Willy Borsus, le MR a pris ses responsabilités à deux niveaux, tant au fédéral qu'au régional : « D'une part, en permettant des investissements qui permettent à des médecins de partager une infrastructure, qui s'installent à certains endroits qui sont particulièrement déficitaires de bénéficier d'un lieu, d'un bâtiment qui est alors cofinancé par la Région wallonne. D'autre part, au niveau régional, c'est l'investissement dans Vivalia 2025 puisque, pour les médecins spécialistes qui travaillent en hôpital, on le sait, la qualité de l'infrastructure, les plateaux techniques dont ils peuvent disposer sont aussi des éléments importants au moment où ils doivent faire leurs choix. »

### **Ouverture de numéros**

### **INAMI supplémentaires pour Écolo**

Jean-Philippe Florent (Écolo) plaide pour « la fin du numerus clausus, fin du contingentement absurde voulu par le MR sur les métiers de la médecine. Des solutions existent, comme en Espagne par exemple, à savoir une ouverture de numéros INAMI supplémentaires pour des jeunes médecins qui seraient d'accord de venir en province de Luxembourg. »

### **R. Collin : « Le numerus clausus est une aberration ! »**

« M. Borsus a fait la publicité d'une mesure que j'ai portée et dont je suis très fier », fait remarquer René Collin (cdH) qui ajoute : « J'ai pu faire retenir onze communes pour y créer des cabinets ruraux destinés à lutter contre la pénurie de médecins généralistes. Et je veux juste, par rapport à cette situation de fait qui est grave pour moi, et qui le sera davantage à l'avenir, dire qu'il faut effectivement en finir avec ce numerus clausus qui est une aberration. On a besoin de médecins généralistes mais aussi de spécialistes. Et, il faut être objectif aussi, la politique de M<sup>me</sup> De Block et du gouvernement fédéral a fait du tort aux soins de santé y compris en ruralité. Il faut absolument que l'on se ressaisisse au niveau de la politique des soins de santé et que la ruralité soit au cœur des préoccupations. » ■

## La position de DÉFI et du PTB

**DÉFI** : « Si la Ruralité souffre des problèmes de mobilité, elle est aussi victime du manque de médecins généralistes. À ce propos, DÉFI défend sa proposition de dédier des numéros INAMI à la Ruralité », rappelle Jasmine Arendt, candidate tête de liste pour le parti amaranthe.

« En outre, DÉFI réclame du Fédéral un soutien financier aux Postes médicaux de garde afin de garantir l'ouverture de ceux-ci en semaine. Finalement, DÉFI demande que des efforts supplémentaires soient fournis pour répondre aux

problèmes de mobilité et de logement des étudiants et assistants en médecine. »

**PTB** : Alain Nicolas, tête de liste pour le PTB plaide pour « la suppression du numerus clausus et la fin de l'examen d'entrée pour tenter d'endiguer la pénurie de médecins. C'est la priorité. De plus, même si des efforts ont déjà été réalisés dans ce sens, nous souhaitons également la création de maisons médicales, dans lesquelles les médecins peuvent travailler en équipe. Cela contribuerait à notre sens à aiguiller les jeunes médecins vers les zones rurales. » ■ **J.B.**

### L'empoignade

## W. Borsus : « L'obstination de M. Marcourt... »

**A**u cours de ce débat consacré à la pénurie de médecins en province, Willy Borsus ne s'est pas privé de tacler le PS : « Ce dossier de la pénurie a malheureusement été bloqué depuis très longtemps en raison de l'obstination de M. Marcourt... Ce dossier est resté bloqué dans une dimension communautaire beaucoup trop longtemps. » Ce qui ne manque pas de faire sortir Philippe Courard de ses gonds : « C'est

faux M. Borsus ! C'est scandaleux ce que vous dites là. Je ne peux pas laisser dire n'importe quoi. M. Marcourt était contre l'examen d'entrée. Vous le savez... Il voulait qu'on donne les numéros INAMI aux jeunes. Tout qui a une once d'intelligence en province de Luxembourg sait le rôle excessivement négatif qui a été joué par le MR. Cet examen d'entrée n'est pas nécessaire. On n'a pas trop de médecins... »

Willy Borsus fait remarquer :

« Cet examen existe en Flandre depuis plus de dix ans. Il est une réalité maintenant et le dossier a été débloqué. »

« Ce n'est pas une raison !, tonne Philippe Courard. Il y a trop peu de médecins. On ne va pas priver des jeunes qui veulent faire des études de médecine. Cet examen existe parce qu'on y a été obligé, sinon on ne donnait pas les numéros INAMI. C'était un chantage du fédéral avec la complicité du MR. » ■ **J.B.**